

MONTREAL – L'Association des éducatrices et éducateurs en milieu familial du Québec (AÉMFQ) commence à perdre patience et dénonce le rythme des négociations visant à renouveler leur convention collective venue à échéance en novembre 2013.

Selon l'organisation, les discussions avec les représentants du gouvernement provincial se déroulent «au ralenti».

Interviewée par La Presse Canadienne, la présidente et directrice générale de l'AÉMFQ, Nathalie D'Amours, a déploré l'absence de pourparlers au mois d'août. Le dialogue ne reprendra que le 8 septembre.

Mme D'Amours a souligné qu'elle ne comprenait pas pourquoi la ministre de la Famille, Francine Charbonneau, tolère qu'on étire la sauce à ce point puisque la revendication principale de ses membres est «simple». Elle a indiqué que

Nathalie D'Amours a dit que cette tactique modérée a été choisie pour éviter de prendre les parents «en otage». Elle a, par ailleurs, mentionné qu'elle se croisait les doigts pour que les délégués syndicaux fassent aussi preuve de retenue «durant la nouvelle période de maraudage qui s'annonce».

Mme D'Amours a alors rappelé un épisode qui l'avait hautement troublée. Elle a indiqué que, par le passé, «il y a des représentants [de la Centrale des syndicats du Québec] qui ont décidé de débarquer dans un service de garde pendant les heures d'ouverture, alors que les enfants étaient là [...] et qu'ils avaient besoin de l'éducatrice».

Elle a affirmé que cette dernière a été «prise avec des gens qui refusaient de quitter sa résidence [et ce, même si] elle leur avait clairement dit »non »».